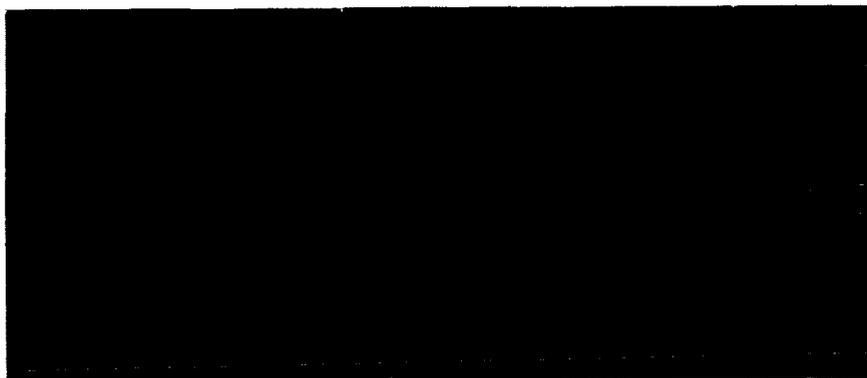


C E R E M

CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SUR L'ENTREPRISE MULTINATIONALE

(ÉQUIPE DE RECHERCHES ASSOCIÉE AU C.N.R.S. N° 508)



CENTRE DE RECHERCHES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

UNIVERSITÉ DE PARIS X . NANTERRE

TÉL. 725.92-34
POSTE : 787

(BAT. G)
2, RUE DE ROUEN
92000 NANTERRE CEDEX

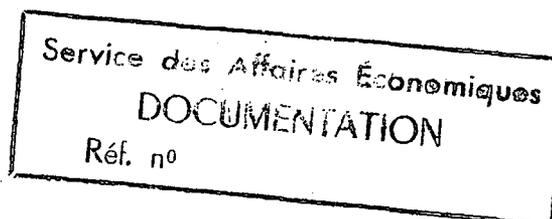
Service des Affaires Économiques 1982-1983 Fct. R	CDAT 6823 A
---	----------------

EVOLUTION SECTORIELLE ET GEOGRAPHIQUE DU
COMMERCE EXTERIEUR FRANCAIS : 1970-1979
ET
DEMANDE DE TRANSPORT INTERNATIONAL

R. LE GALL du TERTRE Décembre 1981

Action Thématique Programmée :
Socio-économie des Transports

Décision d'aide de la D.G.R.S.T.
n° 79.000.58



PLAN DU RAPPORT

Page

PRESENTATION DE LA RECHERCHE

1. Domaine et objectifs généraux de la recherche	4
2. Nouvelles contraintes internationales et mutation du commerce extérieur	6
3. Travaux de référence sur le commerce international et orientations de la recherche	10
4. Méthodologie de la recherche et caractérisation de la dynamique des échanges extérieurs	26
5. Conclusion quant aux limites et à la portée de la recherche .	41

Ière PARTIE : EVOLUTION DE LA COMPOSITION PAR BRANCHES DES ECHANGES EXTERIEURS 43

1. 1970-1973 : Forte progression des échanges sans modification importante de la structure par branches	43
2. 1974-1975 : Doublement de la part des produits énergétiques importés et croissance de la part des biens d'équipement exportés	51
3. 1976-1979 : Recomposition des échanges par branches	58

IIème PARTIE : EVOLUTION DE LA REPARTITION PAR ZONES ET PAR SECTEURS DES ECHANGES EXTERIEURS 73

Ière Sous-partie : Evolution de l'orientation géographique du commerce extérieur

1. 1970-1973 : Stabilité de l'orientation géographique des échanges et poursuite des tendances observées au cours des années 60	74
2. 1974-1975 : Avec la crise pétrolière et la récession réorientation massive des échanges vers les P.V.D. et les pays de l'Est	76

3. Maintien de la réorientation Nord-Sud du commerce extérieur mais réajustement progressif des échanges au profit des pays développés	80
--	----

IIème Sous-partie : Réorientation géographique des échanges de produits
industriels après la rupture opérée dans le commer-
ce international en 1974-1975

1. Apparition d'un excédent dans les échanges de biens intermé- diaires et croissance parallèle des exportations sur les marchés des pays industrialisés et des pays en voie de déve- loppement	97
2. Hausse du taux de couverture et de l'excédent des échanges des biens d'équipement grâce à une orientation massive des exportations vers les P.V.D. et les pays de l'Est	100
3. Dégradation des échanges et biens de consommation intervenant avant tout dans les relations avec les pays développés	106

EN CONCLUSION DES OBSERVATIONS EFFECTUEES SUR LA RESTRUCTURATION DU
COMMERCE EXTERIEUR

110

1. Dynamique sectorielle et dynamique spatiale	110
2. Dynamique à l'exportation et dynamique à l'importation	112

ANNEXES

I) "Commerce spécial" - "Commerce général" et Nomenclatures "N.E.C.-regroupée" et "N.S.T.-regroupée"	3
II) Evolution de la structure du commerce extérieur de 1970 à 1979 (source Douanes-"Commerce spécial") Nomenclature N.E.C. .	25
III) Evolution de la structure des produits transportés dans le commerce extérieur de 1970 à 1979 (source : base de données- Transport du commerce extérieur -"Commerce général"- Nomenclature "N.S.T.-regroupée"	29

PRESENTATION DE LA RECHERCHE

1. Domaine et objectifs généraux de la recherche

1) La recherche est centrée sur l'analyse de la demande de transport international de marchandises. Elle est fondée sur une étude quantitative et rétrospective de longue période de la restructuration au plan sectoriel et géographique des échanges extérieurs, qui modifie les conditions d'expansion des transports.

En prenant pour point de départ l'analyse des échanges, l'évolution du secteur des transports est envisagée en termes d'adaptation à l'extension internationale des marchés. L'évaluation quantitative des flux de produits saisit l'apparition de nouveaux besoins en matière de transport qui s'oppose à la décroissance relative ou absolue d'autres trafics.

Les facteurs économiques de détermination de la demande adressée au secteur des transports résultent suivant cette approche des modalités et des effets de l'insertion de l'économie française dans l'économie mondiale. L'analyse est donc entreprise à partir d'une décomposition par produit et par pays des échanges internationaux susceptible de dégager les caractéristiques de la dynamique du commerce extérieur au cours de la période étudiée.

2) La recherche s'inscrit dans un ensemble de travaux sur le transport international de marchandises qui met en liaison étroite plusieurs organismes, en particulier :

- l'Institut de Recherche des Transports : I.R.T. -
Division des Transports Interurbains et Internationaux,

- le Service des Affaires Economiques du
Ministère des Transports : S.A.E.

Une collaboration s'est établie dès la phase de constitution de la base de données sur le transport du commerce extérieur (1). Elle se poursuit au cours de l'exploitation de la base grâce à une coordination des thèmes de recherche.

L'I.R.T. a engagé un programme d'études et de recherches qui examinent dans quelle mesure l'évolution des transports suivant les différents modes est explicable par les changements structurels affectant la demande. L'analyse de la demande et de la répartition modale a pour objectif d'améliorer les modèles de projections à moyen et à long terme de la demande de transport, élaborés par le S.A.E. :

- modèle PETRAM - Prévision de transport de marchandises,
- modèle TRIMAR - Transport du commerce extérieur français.

La recherche entreprise par le CEREM se situe donc en amont des programmes développés par l'I.R.T. et le S.A.E. puisqu'il s'agit d'étudier la structure des échanges internationaux et son évolution passée afin de dégager les facteurs qui expliquent au niveau du commerce extérieur l'évolution de la demande de transport international.

Avant de présenter les principaux problèmes étudiés par la recherche et la méthodologie mise en oeuvre, il est nécessaire de décrire succinctement les évolutions majeures du commerce international entre 1969 et 1979 qui ont orienté la recherche.

(1) "Contribution à l'élaboration et à l'exploitation d'une base de données sur le transport du commerce extérieur".

CEREM - A.T.P. Socio-économique des Transports - Ministère des Transports, Mai 1980.

2. Nouvelles contraintes internationales et mutation
du commerce mondial

1) Ouverture de l'économie sur l'extérieur et rupture
de l'équilibre commercial en 1974

A partir de 1969 l'accélération de l'ouverture de l'économie française sur l'extérieur s'exerce dans tous les secteurs d'activité. La part de la production nationale exportée s'accroît tandis que le taux de pénétration des importations sur le marché intérieur s'élève. Malgré un contexte international perturbé dès le début des années 70 en particulier sur le plan monétaire, les exportations françaises progressent sur le marché mondial. Elles permettent de rééquilibrer la balance commerciale avec la dévaluation de 1969 et de dégager des excédents substantiels quatre années consécutives. Les résultats obtenus grâce à l'élargissement des débouchés extérieurs principalement dans les pays de la Communauté Européenne retardent les effets des difficultés rencontrées au plan intérieur qui se traduisent par une baisse de rentabilité du capital à la fin des années 60.

La crise éclate en 1974 avec l'augmentation du prix du pétrole et la récession mondiale. Comparativement aux autres pays développés, l'économie française traverse plus rapidement une récession amorcée en 1974 qui affecte de façon très profonde toutes les branches en 1975. Cette crise aiguë est suivie en 1976 d'une relance de l'activité avec un taux de croissance comparable à celui des années 70-73. Cependant le redressement opéré principalement à la fin de l'année 1975 et au début de 1976 ne se poursuit pas les années suivantes. Les phases de reprise sont vite interrompues par des phases de ralentissement. En définitive l'économie française connaît, comme la plupart des pays développés un rythme de croissance modéré de 3 points en moyenne par rapport à la période antérieure. L'interdépendance accrue des économies au niveau mondial se manifeste dans les échanges par des rigidités à l'importation et la nécessité d'élargir sans cesse les débouchés extérieurs. Malgré les difficultés rencontrées et les bouleversements en oeuvre l'intensification des échanges internationaux se poursuit.

La crise ouverte en 1974 impose brutalement de réunir de nouvelles conditions d'équilibre du commerce extérieur. L'excédent obtenu dans les échanges de produits industriels doit être largement et durablement accru pour compenser les achats énergétiques renchérissés par l'augmentation du prix du pétrole. Cette contrainte est sans doute la plus pressante, mais elle s'exerce aussi à travers de profondes transformations du commerce extérieur tant sur le plan géographique que sectoriel. En premier lieu, la réorientation géographique des exportations doit pallier le rétrécissement des marchés des pays développés et répondre à la nouvelle demande des pays pétroliers, des pays en voie de développement ou de l'Est qui bénéficient de l'augmentation des liquidités internationales. En second lieu, de nouvelles spécialisations à l'exportation du système productif doivent être trouvées pour faire face à la concurrence de plus en plus vive entre pays développés d'abord et à la montée sur le marché mondial de nouveaux pays exportateurs en développement rapide.

2) Bouleversements de la structure des échanges mondiaux

Il faut d'emblée souligner que la demande mondiale connaît un premier fléchissement dans presque tous les secteurs de biens manufacturés dès 1969. Cette diminution des taux de croissance intervient de façon plus marquée pour l'ensemble constitué par les industries intermédiaires de la sidérurgie et de la métallurgie d'une part, et les industries de biens d'équipement industriels mécaniques et électriques d'autre part. Ce fléchissement est imputable à la baisse de la production industrielle des seuls pays développés. Les pays en voie de développement maintiennent quant à eux leur production à un niveau relativement élevé malgré le recul des industries extractives et grâce au développement des industries manufacturières.

Avec le choc pétrolier de 1974 un nouveau ralentissement durable de la demande mondiale intervient. Il s'exerce d'abord dans les pays développés au cours de la récession de 1974-1975 suivie d'une reprise de la croissance à un rythme modéré. Les pays en voie de développement sont touchés de façon très différenciée par la crise. Globalement leur demande continue de progresser à un niveau élevé du fait soit de la présence des

surplus pétroliers, soit de leur production industrielle. De grandes disparités de situations distinguent parmi les pays non pétroliers un nombre restreint de pays qui concentrent leurs activités sur quelques branches industrielles en expansion particulièrement rapide : biens de consommation courante surtout, matériels et demi-produits électriques et électroniques ensuite.

Les fléchissements successifs de la production des pays développés opèrent un déplacement de la demande mondiale sur le plan géographique. Le commerce se contracte entre pays développés, tandis que la croissance des ressources des pays de l'OPEP provoque un fort développement de leurs échanges avec les pays développés. Cet accroissement s'effectue au détriment des échanges avec les autres pays en voie de développement, par contre la part du commerce avec les pays de l'Est reste stable.

Corrélativement la structure du commerce mondial par branches s'est profondément modifiée. La part des échanges de produits énergétiques double presque en valeur avec le quadruplement du prix du pétrole en 1973. Ce sont d'abord les produits intermédiaires et de consommation courante qui subissent en contre-coup le recul en valeur relative le plus important. La part des matières premières est en baisse avec une demande freinée par la récession de 1975 et des prix qui diminuent rapidement après les fortes hausses autour de 1973. Le commerce des produits agro-alimentaires connaît des fluctuations importantes et régresse aussi globalement dans les échanges mondiaux. Deux ensembles de branches gardent pratiquement la même place sur le marché mondial : les produits des industries chimiques d'une part, les biens d'équipement et les matériels de transports d'autre part.

La recomposition des échanges exprimée en valeur relative par zones et par grandes catégories de produits dessine à grands traits la place et les possibilités d'expansion des branches sur le marché mondial. Plus profondément elle traduit une redéfinition des rapports économiques entre les systèmes productifs nationaux et de nouvelles conditions de concurrence au plan international. Cette redéfinition s'exerce à travers

deux mécanismes essentiels qui conjugent des évolutions différenciées suivant les branches de la production en volume et des prix. En définitive avec la crise qui se manifeste principalement après 1973, la hiérarchie des branches dans la croissance est bouleversée tandis que s'opère un réajustement des prix relatifs.

3. Travaux de référence sur le commerce international et orientations de la recherche

La présentation factuelle des transformations majeures du commerce extérieur, qui vient d'être tracée de façon synthétique, permet de préciser la démarche d'ensemble développée par la recherche. Les éléments explicatifs de l'évolution de la demande de transport international sont recherchés, comme il l'a été dit d'entrée de jeu, dans la dynamique des échanges extérieurs, aussi s'agit-il de définir maintenant :

- quels sont les phénomènes principaux que peut saisir l'analyse quantitative des échanges.

- quels sont les facteurs essentiels de l'évolution du commerce international qui intéressent la demande de transport.

Ces deux questions vont être successivement examinées au regard des travaux d'analyse quantitative sur le commerce international effectués par les principaux organismes publics et internationaux (1).

3.1. Approche méthodologique de l'analyse quantitative

1) Remarques préliminaires

Il peut apparaître surprenant de commencer par présenter des questions d'ordre méthodologique, alors qu'à l'évidence toute la portée de l'analyse quantitative consiste d'abord à vérifier ou infirmer des hypothèses et une logique établies par l'analyse économique. En toute rigueur l'exposition des orientations de la recherche devrait débiter en définissant les présupposés de l'analyse économique avant d'examiner les problèmes méthodologiques liés à la démarche quantitative.

Une seconde objection pouvant être opposée à la présentation adoptée dans ce rapport, vient redoubler la première. En effet, les relations établies par l'analyse quantitative

(1) CEPII, Commissariat Général du Plan, INSEE, DP, DREE, CEE, OCDE, GATT, CNUCED.

présentent deux aspects distincts du point de vue méthodologique. La description des évolutions et la recherche des causalités s'attachent à définir :

- d'une part les différents niveaux où s'exercent les facteurs déterminant le réseau d'échange dans lequel s'insère une économie,

- d'autre part la nature des phénomènes observés.

S'il existe effectivement un lien direct entre la nature des phénomènes saisis par l'analyse quantitative et les procédures d'évaluation des flux de produit, par contre la détermination des niveaux d'analyse dépend avant tout des facteurs retenus ou à mettre en évidence, ce qui renvoie à l'analyse économique préalable.

Si nous avons choisi d'exposer la problématique mise en oeuvre dans la recherche en soulevant en premier lieu des problèmes méthodologiques, cela tient au fait que nous voudrions attirer avec force l'attention du lecteur sur un point primordial. Un certain nombre de travaux d'analyse quantitative des échanges internationaux, dont les résultats convergent ou qui apparaissent complémentaires, proposent des éléments de méthode et des procédures d'évaluation des échanges qui intéressent directement l'analyse de la demande de transport international. De façon plus précise, en prenant appui sur ces éléments, il est possible de définir et de délimiter le champ des relations qui, au niveau de la dynamique du commerce extérieur, interviennent de façon essentielle dans la détermination de la demande de transport international.

Nous examinerons tout à tour :

- les niveaux où sont situés par l'analyse quantitative les principaux facteurs d'évolution du commerce extérieur d'une part,

- la nature des phénomènes saisis par les procédures d'évaluation des échanges d'autre part.

2) Relations quantifiées et niveaux de l'analyse

L'analyse économique du commerce international est centrée sur l'étude des mécanismes de spécialisation des économies dans l'échange sur le marché mondial. L'explication de la spécialisation internationale est recherchée en remontant de la constatation quant aux évolutions des produits échangés à la comparaison des conditions spécifiques de production dans les économies coéchangistes.

Traditionnellement, suivant le mode de raisonnement de la théorie des coûts comparés, les facteurs explicatifs de l'échange international sont situés au niveau de l'offre des facteurs de production ou de façon plus générale au niveau des différences de conditions de production des économies coéchangistes. En dernière analyse, la spécialisation internationale dépend suivant cette logique de la dotation factorielle des pays qui détermine l'avantage à l'échange. L'interprétation de l'échange international en termes de dotation factorielle est le point central sur lequel s'affrontent les différents courants de la pensée économique (1). Il n'est pas question de faire état dans ce rapport des controverses qui animent la théorie en économie internationale sur ce sujet. Cependant deux types de critiques ont été formulées à la fois au plan de la logique théorique et au plan de l'analyse quantitative, qui du point de vue de leur convergence intéressent très directement l'analyse de la demande de transport international.

En premier lieu, les critiques ont porté sur la mise en évidence des conditions de formation autonome de la demande de produits à l'échelle nationale (2) et internationale (3).

(1) B. LASSUDRIE-DUCHENE (textes choisis et présentés par.) : "Echange international et croissance", *Economica* 1972.

C.A. MICHALET : "L'économie mondiale", P.U.F., 1976.

(2) B. LASSUDRIE-DUCHENE : "La demande de différence et l'échange international", in Economie et Sociétés, série P n° 19, 1971.

(3) G. LAFAY : "Dynamique de la spécialisation internationale", *Economica* 1979.

Ces travaux ont révélé le rôle déterminant de la demande dans l'émergence des spécialisations, et en particulier l'impact de la demande sur l'évolution des conditions d'offre des produits échangés.

En second lieu, si l'analyse de l'échange international fait apparaître l'offre de facteurs de production comme le principal élément explicatif, il n'en reste pas moins que de nombreux problèmes d'analyse subsistent. En particulier l'interprétation des transformations que connaît le commerce extérieur d'un pays nécessite de déterminer quels sont les facteurs à l'origine de l'évolution des conditions de production, et expliquent par là même suivant quels mécanismes peut se transformer la spécialisation d'un pays. De ce point de vue, les recherches entreprises pour expliquer l'insertion d'une économie dans le marché mondial ont conduit à abandonner l'analyse moniste et statique de la spécialisation internationale au profit d'une étude plus globale sur le système productif et les caractéristiques dynamiques du commerce extérieur. Il s'agit de mettre à jour les liens qui s'établissent entre la spécialisation dans l'échange et l'efficacité des structures nationales, efficacité perçue au triple niveau :

- de la rentabilité du capital mis en oeuvre dans la production,
- du dynamisme de la demande interne,
- et enfin de la compétitivité par les prix (1).

(1) N° Spécial Economie et Statistique, "Les grandes économies dans la crise", n° 97, février 1978.

Y. BAROU, C. GABET, E. WARTENBERG "Croissance interne et compétitivité internationale", Economie et Statistique, n° 105, novembre 1978.

Nous reviendrons plus loin sur les facteurs explicatifs de l'échange international qui intéressent l'analyse de la demande de transport international. Nous voudrions souligner ici avec force les apports méthodologiques de l'ensemble des travaux dont nous venons d'évoquer brièvement la démarche. En effet leurs résultats au plan de l'analyse quantitative convergent au delà des divergences d'appréciation des auteurs quant à l'importance respective à accorder aux différents facteurs d'évolution des échanges. Cette convergence se traduit dans la mise en évidence d'un certain nombre de relations quantifiées qui articulent les différents niveaux où s'exercent la détermination des facteurs explicatifs de la spécialisation internationale. Pour résumer la complémentarité des approches mise en oeuvre dans l'analyse quantitative et situer les principaux niveaux de détermination des échanges internationaux, les relations quantitatives établies (1) font dépendre la dynamique du commerce extérieur à la fois :

- des spécificités structurelles qui lient les échanges à l'activité économique interne :

- . spécialisation industrielle à l'exportation,
- . dépendance de l'activité de production et du marché intérieur à l'importation.

- et des grandes tendances d'évolution du marché mondial qui a connu des bouleversements profonds au cours des dix dernières années :

- . restructuration sectorielle et réorientation géographique de la demande mondiale,
- . modification de la concurrence internationale des pays développés entre eux et dans leurs rapports avec les pays en voie de développement.

(1) J. MISTRAL "Compétitivité et formation du capital de longue période", Economie et Statistique, n° 97, février 1978.

C. LAFAY "Compétitivité, spécialisation et demande mondiale", Economie et Statistique, n° 80, juillet-août 1976.

Ces différents points seront précisés plus loin. Mais au préalable il est nécessaire d'indiquer la nature des phénomènes que peuvent saisir les procédures d'évaluation des flux de produits et qui intéressent l'analyse de la demande de transport international.

3) Procédures d'évaluation des flux de produits et nature des phénomènes saisis

Deux procédures d'évaluation des échanges doivent être prises en compte dans l'analyse de la demande de transport internationale :

- le partage de la valeur en volume et en prix,
- la décomposition de la croissance des échanges suivant l'orientation géographique et la structure par produit.

A. Partage de la valeur en volume et en prix

Les différents facteurs déterminant la structure des échanges combinent deux types d'évolution que l'analyse quantitative s'attache à distinguer. La progression en valeur des produits échangés peut être décomposée suivant deux termes qui mesurent :

- . le volume des produits échangés, c'est-à-dire leur valeur à prix constants d'une part,
- . les prix unitaires de ces mêmes produits d'autre part.

Le partage de la valeur en volume et en prix est indispensable à la connaissance des mécanismes d'ajustement des échanges internationaux, aussi bien pour connaître les causes des ruptures qui apparaissent sur le marché mondial, que pour comprendre les modalités d'adaptation des pays coéchangistes :

- . les grandeurs exprimées en volume appréhendent des évolutions liées aux facteurs d'offre, c'est-à-dire liées aux structures de production ,

tandis que la mesure des variations nominales permet d'étudier l'évolution de la structure des prix qui s'établissent sur les marchés intérieurs des différentes économies et sur le marché mondial.

Il faut souligner enfin que la distinction des évolutions en volume et en prix acquiert avec le système des taux de change flottants une très grande importance et donc un intérêt accru (1).

B. Décomposition de la croissance des échanges suivant l'orientation géographique et la structure par produit

L'étude quantitative des échanges internationaux est l'un des domaines de l'analyse économique où il s'impose de prendre en compte la dimension spatiale des phénomènes. L'analyse en terme de réseau d'échange (2) ou de parts de marché à l'exportation (3), apporte des contributions méthodologiques intéressantes tout particulièrement l'analyse de la demande internationale de transport. Les méthodes quantitatives mises en oeuvre tentent de mesurer dans l'évolution de la spécialisation industrielle la part qui revient :

- . à la modification de la structure par produit,
- . et à la réorientation géographique des échanges.

D'une façon générale il s'agit de décomposer le taux de croissance des échanges suivant deux termes qui distinguent l'accentuation géographique et la composition par produit du commerce extérieur (4).

(1) R. AGLIETTA, A. ORLEAN et G. OUDIZ "L'industrie face aux contraintes de change", Economie et Statistique, n° 119, février 1980.

C. CORTET et M. DEBONNEUIL "La balance des paiements depuis 1973", Economie et Statistique, n° 119, février 1980.

(2) R. COURCIER et G. LAFAY "Simulation économique multinationale", Statistiques et Etudes Financières, série orange n° 8, 1972.

(3) A. MAIZELS "Industrial Growth and World Trade", Cambridge Univ. Press 1971.

(4) E. LEAMER et R. STERN "Quantitative international Economics", Allyn and Bacon, Boston 1970.

Cette distinction est importante pour apprécier la qualité de la spécialisation dans l'échange international mais aussi pour mettre en évidence les mécanismes d'adaptation induits par chacun des deux facteurs. L'étude des effets de la modification spatiale des flux de produits sur la structure sectorielle des échanges revêt un intérêt essentiel au regard de la réorientation de la demande mondiale dans les années récentes.

Ces indications méthodologiques à la base de la problématique mise en oeuvre dans la recherche peuvent être précisées en formulant les constatations et les interrogations qui ont orienté la présente étude. Il s'agit en effet de dégager à partir des travaux effectués sur le commerce extérieur, les facteurs essentiels qui interviennent dans la détermination de la demande de transport international.

3.2. Facteurs d'évolution de la demande de transport international liés aux échanges extérieurs

1) L'ouverture de l'économie française sur l'extérieur et l'intensification des échanges sur le marché mondial se poursuit en valeur et en volume tout au long de la décennie des années 70, et ceci malgré la croissance heurtée et ralentie qui succède à la crise pétrolière et à la récession de 1974-1975. Ce phénomène n'est certes pas particulier à l'économie française, et il relève pour une part de facteurs externes qui s'exercent sur le marché mondial :

- renchérissement des importations pétrolières et nécessité d'accroître l'excédent industriel en compensation,
- interdépendance plus forte des économies industrielles développées, qui connaissent des rapports concurrentiels accrus du fait du rétrécissement des marchés intérieurs, et du fait du flottement des monnaies.

Après 1974 les conditions d'équilibre de la balance commerciale doivent donc être retrouvées dans un contexte international profondément modifié. L'analyse des excédents et des

et des déficits commerciaux par branches et par pays constitue donc le point de départ du repérage des évolutions des échanges extérieurs. L'examen en termes d'équilibre de la balance commerciale permet d'apprécier les problèmes et les atouts résultant de la spécialisation dans l'échange. Il s'agit avant tout de situer la place du déficit pétrolier dans le commerce extérieur total et d'étudier les conditions de formation de l'excédent industriel qui permet de financer le coût des achats énergétiques.

2) Cependant l'insertion de l'économie française dépend de facteurs structurels internes qui apparaissent comme les déterminants essentiels de l'évolution et de la qualité de la spécialisation dans l'échange industriel.

A cet égard, deux questions principales orientent la réflexion des chercheurs :

- quelles sont les liaisons quantifiables qui s'établissent entre la croissance de la demande intérieure, de la demande mondiale d'une part, et la croissance des échanges extérieurs d'autre part ?

- dans quelle mesure la modification des prix relatifs, l'évolution du niveau des prix intérieurs par rapport à celui des prix du marché mondial, fait évoluer la formation des revenus dans le partage de la valeur ajoutée et oriente en conséquence, par l'intermédiaire de l'investissement, la spécialisation internationale d'une économie ?

A. Pour ce qui concerne le premier axe de réflexion portant sur la liaison croissance - commerce extérieur, plusieurs études montrent que les élasticités-revenu jouent un rôle plus important que les élasticités-prix dans la détermination du niveau des échanges (1).

(1) cf. notamment : G. LAFAY "Compétitivité, spécialisation et demande mondiale", Economie et Statistique, n° 80, juillet-août 1976.

et J. MISTRAL "Filières et compétitivité : enjeux de politique industrielle", Annales des Mines, janvier 1980.

Les élasticités-revenu mesurent en volume, respectivement à l'importation et à l'exportation, la croissance des échanges liée à la croissance de la demande intérieure d'une part et de la demande mondiale d'autre part. Il faut rappeler que la demande mondiale se mesure par la somme des valeurs ajoutées, produites au cours d'une période donnée, au niveau mondial. Elle est égale par définition à la somme des demandes intérieures des différentes économies. Pour chaque économie, la demande est satisfaite à la fois par les producteurs nationaux et les importations étrangères. La demande mondiale est donc distincte de la demande qui s'établit sur le marché mondial. Cette dernière se définit quant à elle par la somme des seules exportations mondiales ou, ce qui revient naturellement au même, des seules importations mondiales.

Le caractère hautement significatif des élasticités-revenu prouve que l'adaptation du niveau des échanges d'un pays à la demande s'effectue moins par les prix que par une liaison structurelle, mesurée par des variables définies en volume, qui lie le niveau des échanges à celui de l'activité de production, c'est à dire au niveau de la production intérieure pour ce qui concerne les importations et au niveau de la production des économies coéchangistes pour ce qui concernent les exportations. Le rôle ainsi reconnu aux élasticités-revenu indique que des rigidités proviennent des structures nationales de l'offre de produit et exercent pour chaque économie des contraintes strictes dans le partage de son marché intérieur et la détention de parts de marché à l'exportation. De ce point de vue les élasticités-revenu apparaissent comme des éléments structurels liés à la qualité de la spécialisation dans l'échange industriel. En effet, en dehors des évolutions de prix relatifs entre pays coéchangistes, une économie résiste à la pénétration sur son marché intérieur et conserve ses parts sur les marchés étrangers en fonction de la structure par produit de ses importations et de ses exportations.

Aussi dans le présent rapport de recherche, nous nous attacherons à mettre en évidence le rôle joué par le niveau d'activité interne et celui de la conjoncture de croissance au niveau international dans l'analyse du commerce extérieur par branche.

B. Pour ce qui concerne le deuxième axe de réflexion quant à l'incidence des prix relatifs sur la formation des revenus et en conséquence sur l'investissement, les travaux développés en particulier à l'INSEE et à la DP (1) ont pu mettre en évidence le comportement de marge des entreprises comme variable essentielle de la compétitivité par les prix et de l'évolution de spécialisation dans l'échange industriel. Les études menées à partir du cadre conceptuel de "l'économie concurrencée" (2) et effectuées à l'occasion de la construction des modèles FIFI, puis STAR et DMS, ont permis d'établir un certain nombre de résultats importants. Tout d'abord, si pratiquement toutes les branches de produits manufacturés voient leurs prix déterminés par les conditions de la concurrence internationale, la formation des prix intérieurs (mesurés dans une monnaie commune) dans les différentes économies développées aboutissent à des évolutions divergentes, tandis que les prix à l'exportation (toujours mesurés dans la même monnaie de référence) vont tendre au contraire à s'homogénéiser sur le marché mondial. La différenciation des prix intérieurs qui s'opposent à l'uniformisation du marché mondial conduisent les firmes exportatrices qui interviennent en fait aussi bien sur le marché intérieur que sur les marchés extérieurs, à répercuter les difficultés qu'elles rencontrent dans la valorisation de leurs exportations par une hausse de leur taux de marge intérieur et en conséquence de leurs prix sur le marché intérieur. Le mécanisme est bien sûr limité par la concurrence qu'exercent les producteurs étrangers sur le marché intérieur. En définitive une liaison étroite s'établit entre l'évolution de la compétitivité par les prix (3) et l'évolution des taux de marge réalisés respectivement sur le marché intérieur et sur le marché

(1) cf. notamment : J. MISTRAL "Commerce extérieur et croissance française : une mutation", Statistiques et Etudes Financières, série orange n° 20, 1975.

et M. AGLIETTA, A. ORLEAN et G. OUDIZ "L'industrie face aux contraintes de change", Economie et Statistique, n° 119, février 1980.

(2) R. COUBIS "La théorie des "économies concurrencées" fondement du modèle FIFI", Revue Economique n° 6, 1973.

(3) l'indice de compétitivité par les prix se mesure par le rapport des indices du prix des importations et du prix à la production.

extérieur (1). Les mécanismes de prix-relatifs inter-branches orientent donc par l'intermédiaire des taux de marge l'investissement productif à la fois en niveau et suivant les branches. De ce fait ils jouent un rôle important dans l'évolution de la spécialisation internationale d'une économie.

Dans la présente étude, une attention particulière est portée sur les conditions de la valorisation des exportations et de la pénétration du marché intérieur.

3) La crise pétrolière et la récession mondiale qui l'accompagne, constituent certes le moment d'une brutale rupture dans le commerce extérieur dont les effets seront durables, mais l'analyse de longue période permet de montrer que ces événements s'inscrivent dans un processus de bouleversement du contexte international des échanges, bouleversement qui apparaît bien avant le milieu des années 70. A cet égard la crise accélère des transformations déjà à l'oeuvre sur le marché mondial.

En se référant aux travaux du CEPPI effectués à partir de la banque de données CHELEM (2), trois conclusions se dégagent nettement :

a. La croissance de la demande mondiale exprimée en volume a connu une décélération dès la fin des années 60, la césure étant particulièrement nette en 1969 pour la sidérurgie et l'industrie électro-mécanique, ce fléchissement est imputable aux seuls pays développés et il s'accroît après 1973.

(1) les indices d'évolution du taux de marge se mesurent respectivement pour le marché intérieur et pour le marché extérieur :

- par le rapport de l'indice des prix à la production et l'indice du coût unitaire de production d'une part,
- par le rapport de l'indice des prix à l'exportation et l'indice du coût unitaire de production d'autre part.

(2) Banque de données mondiales CHELEM : Comptes Harmonisés sur les Echanges et l'Economie Mondiale.

G. LAFAY "La mutation de la demande mondiale"
 et R. FOUQUIN "L'adaptation aux conditions nouvelles de la croissance"
 in "Spécialisation et adaptation face à la crise", Economie Prospective Mondiale, n° 1 janvier 1980.

b. La déformation structurelle de la demande mondiale de produits manufacturés, toujours exprimée en volume, est particulièrement sensible dans la filière métallique, elle transforme dans les années 70 la hiérarchie des branches dans les échanges internationaux et détermine les nouvelles conditions de la spécialisation industrielle des systèmes productifs.

c. Ces évolutions en volume se traduisent par une profonde modification de la structure des prix-relatifs entre les branches sur le marché mondial ; suivant l'orientation de leur spécialisation industrielle les différentes économies développées se trouvent dans des situations plus ou moins favorables pour dégager des excédents dans leurs échanges de produits manufacturés et pour réorienter leur spécialisation.

Ces considérations sur la demande mondiale nous ont conduit à préciser dans l'analyse de la restructuration du commerce extérieur français :

- le moment où les branches sont touchées par le fléchissement de la demande mondiale,
- les marchés porteurs et les marchés en régression relative,
- l'incidence du maintien, de la hausse ou au contraire de la baisse des prix relatifs par branche.

4) L'évolution des rapports concurrentiels sur le marché mondial à l'origine d'une restructuration sectorielle et géographique des échanges internationaux doit aussi être repérée dans la nouvelle place qu'occupent les pays en voie de développement. Deux aspects distincts se conjugent pour modifier l'orientation de la demande mondiale et ses effets sur le commerce extérieur français

- à l'importation : la montée des échanges de produits manufacturés en provenance des pays en voie de développement.

- à l'exportation : la croissance des débouchés favorisant la formation d'un excédent dans l'échange industriel.

a. La percée sur le marché mondial de certains pays en voie de développement, dont le nombre reste limité et qui porte sur un petit nombre de produit (1), soumet les pays développés à une nouvelle forme de concurrence qui prend une intensité aigüe dans quelques branches, notamment celle du textile. Si l'effort d'industrialisation du Tiers-Monde ne constitue pas une cause de ralentissement de la demande des pays développés, notamment en France (2), il provoque à court et moyen terme des problèmes d'adaptation dont l'analyse empirique doit préciser l'ampleur et les modalités.

Une attention particulière a été portée sur la pénétration du marché intérieur français par les produits manufacturés en provenance des pays en voie de développement d'une part, et les difficultés rencontrées sur les marchés tiers d'autre part.

b. La nouvelle demande des pays du Tiers-Monde en matière de biens manufacturés constitue un élément déterminant de la formation de l'excédent dans l'échange industriel. Il faut remarquer d'emblée que cette demande connaît une croissance inégale suivant les zones et les conditions d'insertion des économies sur le marché mondial. Elle tend à se concentrer sur un nombre restreint de pays compte tenu de deux facteurs essentiels, à savoir la capacité des économies à :

- valoriser leurs ressources à l'exportation,
- drainer à leur profit l'accroissement des liquidités internationales favorisant les échanges sur le marché mondial.

Ainsi, outre les pays membres de l'OPEP qui maîtrisent en grande partie le niveau du prix du pétrole et bénéficient depuis 1979 d'un accroissement de leurs ressources financières,

(1) Cf. en particulier : "L'incidence des nouveaux pays industriels sur la production et les échanges de produits manufacturés" OCDE, Paris 1979.

(2) Etude du SETEF (1977) : "Les échanges français de produits industriels avec les P.V.D.", in "Le défi économique du Tiers-Monde", tome 2 annexe V, La Documentation Française 1978.

quelques pays seulement possesseurs de matières premières ou en voie de d'industrialisation rapide, obtiennent l'essentiel des liquidités internationales (1).

Pour ces raisons, l'analyse du commerce extérieur ne peut pas se cantonner dans une étude globale des échanges avec les pays en voie de développement. Le découpage de grandes zones géographiques doit être pertinent au regard de la situation des pays dans la formation de la demande mondiale. Par ailleurs, il doit être propice à saisir le processus de diversification et de réorientation des exportations à l'intérieur même de la zone constituée par l'ensemble des pays en voie de développement.

5) L'analyse conjointe des processus de restructuration sectorielle et de réorientation géographique prend une place de plus en plus importante dans l'étude des échanges internationaux. La mise en évidence de l'interaction de ces deux modalités d'adaptation des échanges et des conséquences qui en résultent sur l'évolution de la spécialisation internationale, mobilisent de façon accrue les préoccupations des chercheurs. Un certain nombre de travaux, de ce point de vue, constituent des apports précieux pour l'analyse de la demande de transport international (2). L'étude des effets réciproques de l'orientation géographique et de la composition par produit prend naturellement toute son importance dans la période des années 70 où l'on assiste à une redéfinition de la spécialisation industrielle des économies au regard du déplacement de la demande mondiale.

(1) Cf. Rapport annuel du GATT: "Le commerce international," en particulier celui de l'année "1978-1979", Genève 1979

et CNCED: "Etude sur le commerce d'articles manufacturés des pays et territoires en développement," Genève TD/B/C2/187, 1980.

(2) P. ROLLET: "Forces et faiblesses de la spécialisation internationale des pays de la CEE face à la nouvelle division du travail industriel", Rapport CIRSH-Lille, publication de la CEE-Bruxelles, 1979.

CEPII "Redéploiements géographiques et rapports de force industriels", Economie prospective internationale n° 5, janvier 1981.

Deux conclusions principales peuvent être dégagées des travaux de recherche entrepris sur cette question :

- l'orientation géographique des échanges est plus souple et sa vitesse d'évolution plus grande que la structure par produit, dont les évolutions apparaissent au contraire toujours rigides avec des variations d'une amplitude limitée à court et à moyen terme,

- si ces mesures confirment, somme toute, ce que suggère la simple intuition, il est plus intéressant de constater qu'une "bonne orientation" spatiale au départ, c'est à dire correspondant à l'évolution de la demande mondiale, doit pour se stabiliser être suivie d'une adaptation de la structure par produit.

En définitive la complémentarité des effets d'appel soit géographiques, soit sectoriels sur les échanges, apparaît comme un indicateur qui permet d'apprécier la qualité de l'évolution de la spécialisation internationale d'un pays. Ce dernier aspect sera plus particulièrement pris en compte dans la seconde partie de ce rapport.

4. Méthodologie de la recherche et caractérisation de la dynamique des échanges extérieurs.

4.1. Limites de l'analyse quantitative liées à la "Base de données - Transport du Commerce Extérieur".

L'analyse quantitative de la recherche a été engagée au départ à partir de l'exploitation de la base rétrospective de données sur le "Transport du Commerce Extérieur Français" mise en place à l'I.R.T. Les données issues de cette base se sont révélées en grande partie inadéquates pour analyser les facteurs d'évolution du commerce extérieur qui déterminent l'évolution de la demande de transport. L'objectif premier donné à l'analyse statistique était d'associer et de comparer les données en valeur et en quantité, les premières servant à décrire la dynamique économique des échanges, les secondes servant à évaluer les besoins en matière de transport. D'autres études, en particulier menées par l'I.R.T., devaient par ailleurs développer l'analyse des trafics notamment sous l'angle de leur répartition modale. En fait la liaison valeur-quantité que l'on peut mettre en évidence à partir de la base de données, ne reflète pas en toute rigueur au plan statistique, la liaison qui s'établit entre commerce extérieur et demande de transport. De plus le partage de la valeur en volume et en prix que l'on peut effectuer à partir des données de la base n'est pas fiable.

Nous voudrions préciser ces deux points avant d'expliquer la méthodologie adoptée dans la recherche et dégager les principaux résultats.

1) Commerce extérieur et transports internationaux de marchandises : deux séries distinctes de données statistiques établies par les Douanes (1).

La base rétrospective de données sur le transport du commerce extérieur français comprend les données annuelles issues

(1) Sur cette question, cf ANNEXE I "Commerce spécial - commerce général et Nomenclatures": 1°) Définitions du "Commerce spécial" et du "Commerce général", p. 4 .

depuis 1971 de la banque de données SITRAM - Système d'Information sur les Transports de Marchandises - gérée par le D.S.T. - Département Statistiques des Transports - et l'I.R.T. - Division Informatique. La base a été complétée pour les années 1969 et 1970 à partir des fichiers de la Direction Générale des Douanes. Les sources ainsi utilisées fournissent l'évolution des transports internationaux de marchandises :

- à l'importation et à l'exportation,
- en valeur et en tonnage,
- suivant les groupes de marchandises,
- les zones d'origine et de destination,
- les modes extérieurs et intérieurs,
- les nationalités (regroupées) du transporteur.

L'intérêt d'une telle base de données apparaît clairement pour l'étude de l'évolution des trafics, des besoins en capacité de transport, de la répartition modale... Mais d'importantes limites statistiques en réduisent la portée à partir du moment où l'on veut rapprocher ces évolutions et la dynamique économique et commerciale des échanges extérieurs.

Les Douanes publient deux grandes séries distinctes de statistiques sur le commerce extérieur de la France. Les premières se rapportent aux échanges de marchandises avec l'étranger, les flux de produits sont saisis au plan statistique suivant un critère économique qui a pour but d'appréhender l'activité commerciale de la France avec l'étranger. Les secondes se rapportent aux transports internationaux de marchandises, les flux de produits saisis au plan statistique répondent alors à un autre critère qui a pour but de mesurer l'activité de transport avec l'étranger. Poursuivant des objectifs de quantification différents, les critères de saisie des flux définissent deux champs statistiques distincts. Les deux séries de données ne sont pas comparables, car un certain niveau de flux de produits qui figurent dans les statistiques de transport, sont exclus des statistiques du commerce extérieur.

Le "commerce général", correspondant aux statistiques de transport, saisit toutes les marchandises importées et exportées à partir du moment où elles donnent lieu à une activité de transport entre la France et l'étranger, (transit exclu donc). Le "commerce spécial", correspondant aux statistiques du commerce extérieur, ne prend en compte que les mouvements de marchandises qui font l'objet d'une activité de production sur le territoire français ou d'une transaction commerciale effective entre un résident situé sur le territoire français et un résident situé à l'étranger. L'essentiel des différences de définition du "commerce général" et du "commerce spécial" provient des réexportations à la suite d'entrepôt de stockage. A l'importation les produits laissés en entrepôt ne sont pas comptabilisés dans le "commerce spécial", dans la mesure où n'ayant donné lieu à aucune activité économique et à aucune transaction commerciale définitive, ils sont réputés ne pas avoir pénétré sur le territoire français. Ils ne seront donc pas comptabilisés au moment de leur réexportation non plus. Cependant ayant fait l'objet d'une activité de transport, ils sont comptabilisés dans le "commerce général" à l'importation et à l'exportation. Ce sont principalement ces mouvements de réexportation à la suite d'un entreposage de produits importés, qui interdisent de passer des statistiques de commerce à celles de transport.

Les flux de produits étant majorés ou minorés suivant les cas, on ne peut pas retrouver en toute rigueur à partir des données de la base, les évolutions du commerce extérieur et donc l'impact des facteurs qui en expliquent la dynamique. Pour retracer et caractériser les transformations du commerce extérieur français qui sont à l'origine de l'évolution de la demande de transport international, nous avons donc dû recourir aux données du "commerce spécial" publiées par les Douanes. En outre, dans la mesure où l'analyse entreprise concerne la dynamique d'ensemble des échanges extérieurs, le niveau d'agrégation des produits et des pays était nécessairement assez élevé, et les données agrégées disponibles ne sont fournies qu'en valeur, et pas en quantité - tonnage. En définitive le choix de la source statistique, s'il

est cohérent avec les objectifs et la démarche de la recherche, en limite dans l'état actuel des travaux la portée puisque la demande de transport s'exprime d'abord à partir des quantités, or cette dimension n'a pas pu être véritablement prise en compte.

2) Partage de la valeur en volume et en prix et nomenclatures de produit. (1).

La seconde limite qui nous a conduit à abandonner partiellement le traitement statistique à partir de la base pour recourir aux données en valeur issues du "commerce spécial", tient à l'impossibilité d'introduire de façon rigoureuse des indices de prix et donc de calculer des évolutions en volume. Le niveau déjà très agrégé de la base (78 produits) interdit de calculer avec les seules données en valeur et en quantité contenues dans la base, des indices de prix fiables. Par ailleurs les indices de prix en matière de commerce international sont en fait des indices de valeurs moyennes, et dans cette mesure ils dépendent du degré de finesse de la saisie des flux de produits en valeur et en quantité. En outre pour leur utilisation, ils dépendent de la nomenclature d'agrégation des produits. Or les indices de prix du commerce extérieur, calculés par l'INSEE au niveau NGP₇ (10.000 produits), sont ensuite agrégés suivant la nomenclature NAP et publiés en NEC. Ils sont donc incompatibles avec les statistiques de transport qui regroupent les produits NGP₇ suivant la nomenclature NST.

L'intérêt de recourir à des indices de prix pour faire apparaître et analyser les évolutions en volume constituait la seconde raison du choix de la source statistique qui nous a fait recourir à la publication des données du "commerce spécial" en NEC. Mais là encore, ce que la recherche a gagné en rigueur, a été limité par le faible degré de détail auquel l'analyse a pu se développer. Il n'a pas été possible de descendre dans l'étude statistique au niveau de l'évolution des

(1) sur cette question cf. ANNEXE I "Commerce spécial - commerce général et Nomenclatures" 2°) Articulation des différentes nomenclatures, p. 10.

prix de toutes les branches. Il nous a fallu nous cantonner à celles qui nous paraissaient les plus importantes compte tenu de l'objet de notre recherche.

3) Décomposition croisée par produit et par pays des échanges extérieurs (1).

Deux sources statistiques distinctes et deux types de nomenclature ont donc été utilisés dans la recherche. En premier lieu, pour faire apparaître les lignes de force de l'évolution du commerce extérieur pendant la période des années 70, nous nous sommes référés aux statistiques du "commerce spécial" publiées suivant la nomenclature NEC. Cela nous a permis de mettre en évidence les évolutions majeures non seulement de la restructuration par branches, mais aussi des prix relatifs, des termes de l'échange qui ont joué un rôle essentiel dans la détermination des nouvelles conditions de l'équilibre de la balance commerce après la crise de 1974-1975.

En second lieu, l'étude de la réorientation géographique des échanges est effectuée en deux temps. D'abord l'étude de la structure géographique du commerce extérieur total est symétrique à celle effectuée par branches dans la première partie du rapport. Nous avons donc utilisé les statistiques de "commerce spécial" réparties par pays. Ensuite pour l'analyse croisée par produit et par pays, l'étude est centrée sur la réorientation géographique de seuls produits industriels répartis par branches. Pour ce faire nous avons utilisé malgré les limites que nous avons indiquées plus haut, la base de données sur le Transport du Commerce Extérieur, c'est à dire les statistiques du "commerce général" agrégées suivant la nomenclature NST (2).

(1) Sur cette question cf. ANNEXE I "Commerce spécial - commerce général et Nomenclatures" 3°) Sources statistiques et nomenclatures de produits utilisés dans le rapport, p. 13

(2) Les différences majeures entre la "NEC regroupée" et la "NST regroupée" utilisées respectivement pour l'étude du commerce extérieur total et pour l'étude de l'orientation géographique des échanges de produits industriels répartis par branches, sont résumées dans l'ANNEXE I pp.21-24

4.2 Méthodes d'analyse des échanges et principaux résultats

1) Périodisation de l'évolution des échanges et indicateurs de structure du commerce extérieur

La recherche se propose de repérer les principaux éléments de rupture dans la dynamique des échanges et l'évolution des équilibres commerciaux après la crise pétrolière et la récession de 1974-1975.

L'analyse s'appuie donc sur les indicateurs couramment utilisés pour caractériser la structure du commerce extérieur en terme de croissance et de balance commerciale. Ces indicateurs sont étudiés systématiquement en comparant trois périodes distinctes :

- 1970-1973 : période au cours de laquelle se poursuivent les grandes tendances du développement des relations commerciales des années 60,

- 1974-1975 : période qui concentre les effets cumulés de la crise pétrolière et de la récession mondiale,

- 1976-1979 : période d'ajustement des échanges à la fois aux nouvelles conditions de la croissance intérieure et aux mutations de la demande mondiale.

La mise en perspective de l'évolution du commerce extérieur suivant ces trois périodes est effectuée en abordant successivement deux thèmes. Le premier thème analyse l'évolution de la structure des échanges par grands secteurs et par branches. Le second thème examine l'orientation géographique des échanges décomposés par zone et par pays d'abord du commerce extérieur tout produit confondu, puis, pour les seuls produits industriels, décomposé par secteurs et branches.

Ces deux étapes de l'analyse correspondent aux deux grandes parties du rapport. Nous indiquons maintenant les principaux résultats contenus dans chacune des deux parties.

2) Dépendance énergétique et formation de l'excédent industriel

La première partie du rapport analyse la structure des échanges par secteurs et par branches. L'objectif est de montrer comment le premier choc pétrolier est abordé grâce à la transformation de la structure du commerce extérieur par produit. Il s'agit donc d'apprécier le poids du déficit pétrolier dans le commerce extérieur, et les conditions de la formation d'un excédent dans les échanges industriels.

A. Un premier ensemble de résultats fait apparaître la liaison entre l'évolution de la structure sectorielle des échanges et le niveau d'activité intérieure et internationale. La composition par produit du commerce extérieur se modifie sous l'effet de la croissance différenciée des échanges, croissance différenciée qui révèle un certain nombre de caractéristiques de la dépendance à l'importation et de la spécialisation à l'exportation.

Six points peuvent en résumer les traits majeurs.

a. Le paiement du renchérissement du coût des importations énergétiques est assuré par une modification durable des soldes commerciaux obtenus de façon quasi exclusive dans les échanges de produits industriels, toute la dynamique du commerce extérieur à moyen et à long terme se concentre donc sur les évolutions des seuls échanges industriels (1).

b. La dépendance à l'importation ne concerne pas seulement l'approvisionnement en produits pétroliers, la dépendance à l'importation apparaît dès le début des années 70 dans les secteurs industriels par une très forte progression des produits finis de biens d'équipement et de biens de consommation.

c. Cette dépendance dans l'achat de produits industriels reste marquée dans la seconde moitié des années 70, notamment par le fait qu'au dessus d'un certain seuil du taux de croissance de la production intérieure, la progression des importations s'accélère

(1) D'où la place qui leur est accordée dans la seconde partie avec l'analyse des échanges de produits industriels repérés à la fois par produit et par pays.

à un rythme qui fragilise les excédents obtenus dans l'échange industriel.

d. La limitation des importations s'exerce dans les années 77, 78 et 79 par une forte pression sur la demande intérieure due au ralentissement de l'activité économique notamment pour ce qui concerne les biens d'équipement industriel.

e. La progression des ventes de biens d'équipement dès 1974 amorce un changement durable dans la dynamique des exportations.

f. Cependant le maintien d'un rythme soutenu de la croissance des exportations à partir de 1976 concerne un nombre de branches limité, traduisant des difficultés dans la modification de la spécialisation à l'exportation.

B. Un second ensemble de résultats permet d'établir suivant quelles conditions la balance commerciale est équilibrée en 1978. Cette analyse permet d'apprécier la fragilité de l'équilibre réalisé à cette date. Cet équilibre sera remis en cause en 1979 non seulement du fait du second choc pétrolier dont les premiers effets commencent à se manifester, mais aussi compte tenu du fait que des pertes de parts de marché à l'extérieur se doublent d'une pénétration accélérée des importations sur le marché intérieur.

L'un des aspects les plus originaux de la recherche concerne l'évaluation précise qui mesure comment l'équilibre de la balance commerciale a été obtenu en 1978. En effet grâce à l'utilisation des indices de prix du commerce extérieur établis par l'INSEE, il est montré que l'équilibre commercial de 1978 a été réalisé, dans une large proportion grâce à des évolutions nominales - prix relatifs et termes de l'échange - au regard de la croissance des échanges en volume. Trois conclusions principales se dégagent des calculs opérés dans le partage des évolutions en prix et en volume.

a. Si le coût des approvisionnements énergétiques est entièrement compensé par l'excédent industriel en 1978, cet équilibre s'explique d'abord par une évolution favorable du prix relatif des produits industriels exportés par rapport aux produits énergé-

tiques importés. Le raisonnement est mené au niveau macro-économique que représente la balance commerciale et le calcul d'un prix relatif synthétique, c'est à dire de l'ensemble des produits industriels exportés par rapport à l'ensemble des produits énergétiques importés, intègre des variations nominales de sources multiples. En premier lieu, si l'on considère l'excédent industriel comme un revenu et le déficit énergétique comme un coût pour l'économie prise dans son ensemble, le calcul du prix relatif synthétique doit naturellement tenir compte de l'évolution au cours de la période étudiée de la composition par produits tant des exportations de produits industriels, avec notamment la nouvelle place prise par les biens d'équipement, que des importations de produits énergétiques marquées par une substitution partielle des sources énergétiques en particulier pétrole/gaz. En second lieu, le prix relatif ainsi calculé enregistre à l'exportation et à l'importation les variations du taux de change du franc par rapport aux autres monnaies et en particulier vis-à-vis du dollar.

La construction d'un indice de prix relatif ainsi défini montre qu'à partir de 1975 et jusqu'en 1978 la hausse du prix relatif-produits industriels exportés/produits énergétiques importés rattrape dans une proportion de près de 60% la détérioration de ce même prix relatif consécutif au premier choc pétrolier de 1974.

Par ailleurs, le volume (1) des achats énergétiques est resté pratiquement constant entre 1974 et 1978, et la croissance en volume (1) de l'excédent industriel au cours de la même période ne représente que 40% de l'excédent industriel qu'il aurait fallu réaliser pour équilibrer dès 1974 la hausse du coût de l'approvisionnement en produits énergétiques.

(1) c.a.d. à prix constants, calcul effectué à partir des indices de prix base 100 en 1973.

Il est donc permis de conclure que l'augmentation à partir de 1975 du prix relatif produits industriels exportés/ produits énergétiques importés explique pour 60% le paiement de l'accroissement du coût de l'approvisionnement énergétique consécutif au 1er choc pétrolier. Corrélativement 40% seulement du paiement du renchérissement de la facture énergétique est imputable à la croissance de l'excédent industriel en volume.

b. Si l'on s'intéresse maintenant aux conditions de la formation de l'excédent industriel lui même, il faut souligner que la croissance en valeur de l'excédent industriel entre 1974 et 1978 a pour origine essentielle une évolution favorable des termes de l'échange industriel (1). En effet une décomposition des évolutions en prix et en volume des seuls échanges de produits industriels permet de montrer que les 2/3 de l'amélioration du taux de couverture en valeur des échanges industriels proviennent de la progression des termes de l'échange, le tiers restant de la hausse du taux de couverture en volume.

c. L'analyse des évolutions en prix et en volume met à jour la fragilité de l'équilibre commerciale de 1978, et ceci à un double titre. D'une part la sensibilité de la balance commerciale à l'évolution du prix du pétrole est à mettre en regard avec le rôle que jouent les évolutions nominales dans le paiement du renchérissement des approvisionnements énergétiques et dans la formation de l'excédent industriel. D'autre part dans la mesure où l'appréciation monétaire des termes de l'échange traduit principalement une poussée des prix intérieurs et non une situation de maîtrise dans la formation des prix sur le marché mondial (price - taker et non price - maker), la régression des parts de marchés en volume tant au plan intérieur et qu'à l'étranger révèle un risque de détérioration globale de compétitivité de l'économie française vis-à-vis des principaux pays industrialisés.

(1) Rapport des indices de prix à l'exportation et à l'importation des seuls produits industriels.

3) Réorientation géographique des échanges et modification de la concurrence internationale

La seconde partie du rapport a pour but de montrer comment la réorientation géographique des échanges traduit de nouvelles conditions de croissance, d'équilibre ou de déséquilibre commercial. En effet la réorientation des échanges s'effectue dans le cadre d'une redéfinition des rapports d'échanges non seulement vis-à-vis des pays du Tiers-Monde mais aussi vis-à-vis des principaux partenaires commerciaux qui restent les pays développés.

L'étude est menée en deux étapes. La première analyse la réorientation du commerce extérieur tout produit confondu afin de situer par pays et par zones l'apparition des déficits et des excédents sur la période 1970-1979. La seconde envisage la restructuration à la fois géographique et sectorielle des seuls produits manufacturés après la rupture des années 1974-1975, afin d'examiner par secteurs et par branches comment la réorientation géographique résulte d'une modification des rapports concurrentiels dans l'échange de produits industriels.

Nous en examinerons successivement les principaux résultats.

A. Croissance différenciée des échanges par zones et évolution de la structure de la balance commerciale.

L'étude du commerce extérieur par pays ou zones tout produit confondu permet d'établir un triple ensemble de résultats concernant la réorientation des échanges.

a. Il s'agit d'abord d'apprécier le poids du déficit avec les pays de l'OPEP au regard des déséquilibres qui apparaissent dans les échanges avec les pays développés après la récession de 1974-1975. D'emblée il faut souligner que l'accroissement du déficit avec les pays de l'OPEP au cours de la période 1976-1979 par rapport aux années 1970-1973 est pratiquement du même ordre de grandeur en valeur (1) que l'accroissement du déficit

(1) cf. tableau 18 p. 84.

dans les échanges avec les pays développés. Cette constatation se vérifie globalement quelque soit l'année choisie comme année de référence dans la période 1970-1973 d'une part et la période 1976-1979 d'autre part.

En 1978 par exemple par rapport à 1973, l'accroissement du déficit commercial représente respectivement 14,7 M^r de F courants vis-à-vis de l'OPEP, et 14 M^r de F vis-à-vis de l'ensemble des pays industrialisés (1).

b. Une décomposition plus fine des échanges par pays permet de montrer comment s'est creusé le déficit vis-à-vis des pays développés après 1974. Ce déficit reste concentré dans les échanges avec quelques pays en particulier la R.F.A., les Etats-Unis et le Japon. Mais au cours de la récession et la période de reprise lente qui a suivi, deux évolutions se sont conjuguées et ont remis en cause l'équilibre des échanges avec les pays développés qui a prévalu au début des années 70. Tout d'abord les excédents avec un certain nombre de pays de la CEE qui ont permis d'équilibrer le déficit vis-à-vis de la R.F.A., ont été considérablement réduits dans la seconde moitié des années 70, tandis que le déficit vis-à-vis de la R.F.A. est resté par contre très élevé. Parallèlement les excédents traditionnellement élevés avec les pays d'Europe Occidentale hors CEE sont laminés dans la seconde moitié des années 70 et ne peuvent plus compenser les déficits vis-à-vis des U.S.A. et du Japon qui s'accroissent quant à eux fortement.

c. Face à la détérioration de la situation commerciale de l'économie française dans ses échanges avec ses principaux concurrents, l'effort de réorientation des échanges avec les pays en voie de développement et les pays de l'Est apparaît particulièrement important. Cependant du point de vue de l'équilibre de la balance commerciale le redéploiement des échanges est resté limité. Les résultats obtenus peuvent être considérés comme fragiles pour trois raisons essentielles. La première tient au fait que les excédents les plus importants restent tributaires des relations commerciales traditionnellement privilégiées avec les pays du

(1) cf. tableau 18 p. 84.

Maghreb et d'Afrique Noire appartenant à la zone franc. Or les marchés de ces pays connaissent d'une façon générale une faible expansion. La seconde cause de fragilité de la balance commerciale réside dans le fait que les exportations à destination des pays de l'OPEP ont connu un bond extrêmement élevé dès 1974, mais connaissent un tassement particulièrement inquiétant à partir de 1977. Enfin les échanges vers les pays d'Amérique Latine et d'Asie du Sud-Est qui représentent les marchés les plus dynamiques, atteignent des taux de croissance très élevés qui traduisent bien l'effort de diversification et de redéploiement des échanges. Mais il faut apprécier ces résultats en tenant compte d'une part que ces échanges ne représentent encore qu'une part très modeste dans le commerce extérieur total, et d'autre part qu'ils sont faiblement excédentaires ou tout juste équilibrés suivant les années compte tenu du dynamisme des exportations des Nouveaux Pays Industrialisés appartenant à ces deux zones.

B. Nouvelle place des pays en voie de développement dans les échanges de produits industriels

L'étude de la réorientation géographique des échanges industriels décomposés par secteurs et par branches affine les résultats dégagés tant au niveau de l'analyse de la structure par branches du commerce extérieur, qu'au niveau de celle de la structure par pays et zones. Il s'agit de préciser les conditions de la formation de l'excédent industriel à partir d'une décomposition croisée par produits et par pays des flux commerciaux. Avant de résumer les résultats les plus importants de l'étude, nous voudrions formuler quelques remarques méthodologiques.

a. La plupart des analyses sur le commerce extérieur envisage successivement la structure par groupes de produit puis la structure par groupes de pays dans la mesure où les études s'appuient sur les séries statistiques publiées de façon déjà agrégées par les Douanes. La spécification des marchés dépendant presque autant des zones économiques d'échange que de la nature des produits échangés, il est particulièrement intéressant d'approfondir l'analyse du commerce extérieur par la prise en compte des flux

d'échanges décomposés à la fois par produit et par pays. C'est à ce niveau là même que doit être appréhendée la demande de transport caractérisée par sa double dimension économique et spatiale.

Dans cette partie du rapport nous nous sommes principalement appuyés sur les statistiques fournies par la "Base de données sur le Transport du Commerce Extérieur" de l'I.R.T., malgré les incertitudes qui pèsent quant à l'appréciation de la dynamique économique des échanges à partir des données issues du "Commerce Général" (1). Nous avons tenté de rapprocher et comparer systématiquement les données de la Base avec d'autres sources statistiques, en particulier de l'INSEE et du CEPPII afin de prendre en compte différents aspects de la réorientation géographique des échanges de produits industriels. Nous nous sommes attachés à cet égard à expliquer la déformation de la structure géographique des échanges par branches et l'amplitude des réorientations à l'oeuvre en considérant :

- le degré et l'évolution de la spécialisation à l'exportation et de l'ouverture du marché intérieur aux importations,
- la position de la branche dans la hiérarchie suivant le taux de croissance de la demande mondiale,
- l'évolution des prix relatifs par branches,
- la date à partir de laquelle la crise produit ses effets suivant les branches et les modalités de son déroulement spécifique.

b. L'une des spécificités de la crise intervenue depuis 1974-1975 étant marquée par un comportement différencié des branches suivant qu'elles appartiennent au secteur des biens intermédiaires, au secteur des biens d'équipement ou au secteur des biens de consommation, nous avons tenté de mettre en évidence comment la réorientation géographique des échanges a contribué suivant les secteurs à modifier la structure de la balance commerciale. Dans le secteur

(1) cf. supra p. 26 et cf. ANNEXE I pour les définitions du "Commerce Spécial" et du "Commerce Général" et les problèmes de nomenclature.

de biens intermédiaires le ralentissement de la demande interne et l'ajustement à la hausse des prix relatifs explique pour l'essentiel l'apparition nouvelle des excédents. La réorientation géographique des flux reste quant à elle limitée. Dans le secteur des biens d'équipement industriels par contre la réorientation massive des exportations vers les pays en voie de développement et les pays de l'Est constitue la cause principale de l'accroissement des excédents dégagés. Enfin dans le secteur des biens de consommation la situation de la balance commerciale se détériore sous l'effet conjugué de deux types de difficultés. D'une part pour ce qui concerne les biens de consommation durables, la spécialisation accrue à l'exportation dans l'automobile est fragilisée par le ralentissement de la demande des pays développés qui constituent les principaux marchés d'exportation, tandis que le déficit se creuse à l'importation des biens d'équipement électro-ménagers. D'autre part, le désengagement à l'exportation dans les biens de consommation courante, s'il s'accompagne d'une forte pénétration des importations en provenance des pays en voie de développement, ne doit pas faire perdre de vue que les principaux concurrents restent les pays développés.

5. Conclusion quant aux limites et à la portée de la recherche

Cette longue présentation de la recherche, le lecteur l'aura compris, a autant pour but de présenter les hypothèses, la méthodologie, les résultats, que de définir les limites du travail d'analyse qui a été effectué. Nous espérons qu'au terme de cette étude, il aura pu être montré tout l'intérêt que comporte une analyse de la demande de transport à partir de la dynamique économique et spatiale du commerce extérieur. Cette dynamique doit être appréhendée à trois niveaux :

- celui des liaisons qui s'établissent entre commerce extérieur et niveau d'activité intérieure - niveau de la demande mondiale,

- celui de la mesure des évolutions en volume et en prix,

- celui de l'intégration de la dimension spatiale des phénomènes économiques et de l'extension des marchés.

Nous espérons aussi avoir montré au cours de cette présentation tout l'intérêt qu'il y aurait à entreprendre une révision de la "Base de données sur le Transport du Commerce Extérieur", afin de lever toute une série d'obstacles dans l'analyse quantitative.

Il s'agirait :

1. - d'abord d'articuler les statistiques du "Commerce Général", c'est-à-dire les statistiques de transport, à celles du "Commerce Spécial", c'est-à-dire des échanges économiques,

2. - de définir ensuite une nomenclature qui puissent correspondre :

a. à la N.A.P. afin d'intégrer les indices de prix établis par l'INSEE, d'établir de façon quantitative un certain nombre de

liaisons avec l'activité intérieure qui détermine l'évolution de la demande de transport,

b. à la base de données CHELEM du CEPPI pour ce qui concerne les projections du commerce extérieur et de la demande mondiale,

3. - d'affiner un certain nombre de groupe de produits afin de mieux tenir compte des spécificités du transport et des trafics.

Ière PARTIE EVOLUTION DE LA COMPOSITION PAR BRANCHES DES ECHANGES.

1. 1970-1973 Forte progression des échanges sans modification importante de la structure par branches.

A partir de 1969 les importations et les exportations connaissent une vive accélération. Après avoir stagné aux environs de 11,5 % de 1962 à 1968 la part des exportations dans la P.I.B. est passée à 12,4 % en 1969 pour atteindre 16% en 1973. Dans le même temps la part des importations dans la P.I.B. effectue un véritable bond en 1969 en s'élevant à 14%, puis amorce un recul sensible pour se stabiliser en fin de période au même niveau que la part des exportations.

Cette poussée des échanges se traduit par un redressement de la balance commerciale à partir de 1970. A cette date et pour la première fois depuis 1965 l'augmentation des exportations est plus rapide que celle des importations. Cependant les excédents dégagés ne s'accompagnent pas de transformations notables dans la répartition des échanges par branches.

1.1. Des excédents appréciables de la balance commerciale obtenus dans un environnement international perturbé mais favorable à l'économie française.

Pendant les quatre années de la période 1970-1973 les échanges connaissent dans leur ensemble une croissance soutenue : 16,5 % en moyenne par an à l'importation et 20% à l'exportation (1). Les chiffres bruts globaux du commerce extérieur traduisent deux phénomènes principaux :

- d'une part un accroissement important du volume des échanges,
- d'autre part une réduction sensible du déficit apparent de la balance commerciale.

(1) Taux de croissance annuel moyen en valeur, c'est-à-dire à prix courants.

Tableau 1

Taux de croissance en valeur des importations et des exportations

(en %)		<u>70/69</u>	<u>71/70</u>	<u>72/71</u>	<u>73/72</u>
Importations	C.A.F.	17,7	9,9	15,4	23,3
Exportations	F.O.B.	27,6	14,7	15,7	21,8

Les exportations se sont développées plus rapidement que les importations et le taux de couverture des achats par les ventes s'est amélioré en moyenne sur quatre ans de 9,5 points par rapport à 1969 : 95,5 % contre 86 %. La balance commerciale en termes réels est donc nettement excédentaire sur toute la période (1).

Tableau 2

Résultats globaux du commerce extérieur de 1969 à 1973

(en millions de F.)	<u>1969</u>	<u>1970</u>	<u>1971</u>	<u>1972</u>	<u>1973</u>
Importations C.A.F.	90.022	106.190	117.997	135.741	166.123
Exportations F.O.B.	77.759	99.641	113.970	131.483	159.714
<u>Taux de couverture (en %)</u>					
Tx C.A.F./F.O.B.	86,0	93,8	96,6	96,9	95,5
Tx F.O.B./F.O.B.	93,1	100,9	105,2	103,7	102,8

Deux facteurs principaux ont successivement contribué à l'obtention de ces résultats positifs.

Les effets favorables sur le commerce extérieur du changement de parité monétaire après la dévaluation du franc en 1969 se sont fait sentir dès la fin de l'année 1969 et se sont poursuivis en 1970 en stimulant les exportations et en freinant la progression des importations. Cependant le redressement opéré en 1970 apparaît très modeste compte tenu de l'environnement international exceptionnellement favorable dans lequel il s'est opéré. Le niveau de la demande mondiale est particulièrement élevé et l'augmentation des prix mondiaux permet aux industriels

(1) Le taux de couverture Exportations F.O.B./Importations C.A.F. correspond à une balance commerciale équilibrée en termes F.O.B./F.O.B. entre 93% et 94% suivant les années.

français de conserver dans une large mesure la marge de manoeuvre apportée par la dévaluation. Vis-à-vis de leurs principaux concurrents les exportateurs français se trouvent en relative bonne posture pour consentir des concessions de marge et de prix.

Les résultats obtenus ne sont pas comparables à ceux réalisés en 1959. Certes le surcroît de compétitivité a soutenu la progression des exportations, tandis que la stabilisation de la consommation des ménages a freiné les importations de biens de consommation, mais le rythme de l'activité de l'économie française est resté très élevé souvent supérieur à celui des principaux partenaires commerciaux. En définitive, les conditions intérieures de croissance accentuent la propension à importer des produits intermédiaires et des biens d'équipement industriel; elles limitent les possibilités d'exportation en raison d'une utilisation déjà intensive des capacités de production, enfin les exportations concernent des produits à fort contenu en importations dont la dévaluation a naturellement alourdi le coût.

L'évolution divergente des importations et des exportations est brève. A partir de 1972, les achats et les ventes à l'étranger connaissent une croissance parallèle à peine supérieure à l'exportation. Les excédents réalisés en 1971 sont donc stabilisés. Au cours de la période des gains sensibles de part de marché sont acquis chez les partenaires commerciaux les plus importants. Cette pénétration des marchés étrangers traduit d'abord la forte croissance de l'économie française dans un contexte international qui lui reste favorable.

Prenant appui sur des investissements importants, notamment en 1969 et 1970 de la part des grandes entreprises exportatrices, l'élargissement des capacités de production s'accompagne d'une progression des opérations d'implantation commerciale à l'étranger. Après les perturbations sur le marché mondial des années 1970 et 1971 l'activité économique des principaux pays industrialisés reprend en 1972 de façon assez modérée surtout en Europe. Le niveau de compétitivité des exportations françaises est maintenu par une croissance intérieure soutenue qui s'accompagne d'une hausse des prix ne dépassant pas

celle observée en moyenne à l'étranger. Les exportateurs ont pu mettre à profit la marge de compétitivité dont ils disposent en pratiquant des prix à l'exportation dont la valeur moyenne a augmenté moins vite que la moyenne des prix internationaux.

Le rythme d'accroissement des importations est stimulé par le haut niveau de l'activité intérieure. En dépit d'un recours accru aux produits étrangers et malgré la faiblesse relative de la demande mondiale, la balance commerciale est restée excédentaire. Le développement des ventes à l'extérieur a été modéré par la forte utilisation des capacités de production mais se traduit par un renforcement marqué des positions acquises sur la plupart des marchés étrangers.

Si le "décalage" conjoncturel entre la France et ses partenaires commerciaux ne semble pas avoir affecté le dynamisme d'ensemble des exportations, il n'en explique pas moins le ralentissement constaté dans certains secteurs, notamment dans le domaine des biens d'équipement où les débouchés ont été limités. Le redressement de la balance commerciale doit être apprécié au regard de la répartition par branches des échanges.

1.2. Stabilité de la structure par branches des échanges.

La répartition des échanges par branches a peu varié durant la période 1970-1973 tant du côté des importations que du côté des exportations (1).

A) Une progression plus marquée des importations de produits finis notamment dans le domaine des biens de consommation.

L'examen des parts relatives des importations par branches fait apparaître des évolutions divergentes entre produits bruts et demi-produits d'une part et produits finis d'autre part.

Les produits agricoles ainsi que les matières premières progressent de façon modérée sauf en 1973 où le rythme des achats s'accélère nettement du fait des fortes augmentations de prix à cette date. Sur l'ensemble de la période la part de ces produits

(1) Cf Annexe II, tableau 1 : "Structure par branches du commerce extérieur de 1970 à 1979", p. 26 et graphique 1 : "Mutation sectorielle et géographique du commerce extérieur de 1970 à 1979 p. 28.

diminue en valeur relative tandis que celle des produits énergétiques, après des variations conjoncturelles de faible ampleur, augmente légèrement.

La part des produits intermédiaires diminue aussi de façon assez significative surtout en début de période. Mais cette baisse en valeur relative résulte d'une évolution opposée des achats de métaux et de produits chimiques. Les premiers évoluent par à-coups sans que la progression d'une année ne permette de rattraper les moments de forte régression qui touchent surtout les demi-produits de la sidérurgie et de la première transformation des métaux non ferreux. Les seconds par contre progressent de façon sensible pour prendre une part légèrement croissante dans l'ensemble des importations.

Dans le secteur des biens d'équipement industriel on assiste à une hausse régulière des importations qui ne modifie pratiquement pas sa place en valeur relative. Une pénétration plus forte des importations porte sur les achats de machine-outils, matériels de précision et équipement de bureau.

Il faut souligner que la progression des produits finis concerne davantage les biens de consommation. Après un coup d'arrêt en 1970 la reprise des importations touche tous les biens de consommation. La part des produits alimentaires augmente sur la période mais avec des variations dans la croissance annuelle assez importantes. Si les produits industriels divers de consommation courante atteignent un niveau élevé en 1971 pour se stabiliser en valeur relative à cette date, les achats de produits textiles reprennent à un rythme très rapide et soutenu sur toute la période. Enfin les importations de biens d'équipement des ménages connaissent une évolution parallèle mais la progression est plus sensible pour l'automobile que dans le domaine de l'électro-ménager.

De façon globale la composition des importations de l'économie française est toujours extrêmement rigide. Le réajustement au lendemain de la dévaluation de 1969 est de courte durée. En 1970 l'achat de biens de consommation est brutalement

freiné tandis que la part des produits intermédiaires augmente ainsi que celle des biens d'équipement mécaniques mais dans une moindre proportion. A partir de 1971 la composition des importations a tendance à se détériorer à nouveau : maintien d'un haut niveau d'achats de biens d'équipement industriel et surtout forte progression des biens de consommation, au détriment donc de la part relative des matières premières et des demi-produits qui diminue dans l'ensemble des importations. Ces caractéristiques de l'évolution globale des importations sont légèrement atténuées en fin de période pour deux raisons principales. En premier lieu on assiste à une remontée des prix des matières premières où certains produits ont connu de fortes hausses. En second lieu parmi les produits finis la progression des biens de consommation devient parallèle en valeur relative à celle des biens d'équipement.

B) Le dynamisme des exportations de produits finis s'accompagne d'un renforcement du secteur agro-alimentaire.

A partir de 1970 la relance des exportations à un rythme encore jamais atteint, fait croître sur l'ensemble de la période la part relative des ventes de produits finis. Cette évolution est plus sensible dans le secteur des biens de consommation que dans celui des biens d'équipement industriel malgré un renversement de tendance en fin de période. Par ailleurs elle est limitée par la place importante prise par le secteur agro-alimentaire.

Après un effondrement momentané en 1970, les exportations de produits agricoles se développent à un rythme supérieur à celui des exportations totales pour prendre une place croissante dans les expéditions à l'étranger. Les produits des industries alimentaires bénéficient quant à eux de bons résultats obtenus dans le domaine agricole dès 1971. Ils connaissent la progression la plus élevée en part relative dans les exportations.

Les livraisons de matières premières avec des aléas qui touchent tour à tour les produits agricoles destinés à l'industrie et les minerais, voient tout naturellement leur importance diminuer au cours de la période.

Dans le secteur des produits intermédiaires on constate un très fort recul imputable au seul secteur des métaux. En effet les exportations de produits chimiques se maintiennent à un niveau élevé, légèrement supérieur à celui des exportations totales en fin de période. Par contre les produits sidérurgiques et les produits semi-finis de la métallurgie connaissent à partir de 1971 une régression particulièrement forte.

La part du secteur des biens d'équipement industriel est en légère diminution malgré un développement soutenu sur toute la période. A l'expansion rapide des exportations de machines mécaniques en 1970 et 1971 succède un recul marqué de ces produits en valeur relative. La croissance des exportations de machines et de matériels électriques est plus régulière, mais ne permet pas d'accroître la place de cette branche dans l'ensemble des exportations. Seuls les matériels de travaux publics, de maintenance et les moyens de transport progressent en valeur relative traduisant une spécialisation de l'économie assez franche sur ces marchés à l'exportation.

Suivant le même mouvement que les importations ce sont donc les biens de consommation qui connaissent parmi les produits finis la plus forte progression. D'abord les exportations de voitures particulières effectuent un véritable bond au lendemain de la dévaluation de 1969; et le rythme des ventes à l'étranger est resté très élevé sur toute la période malgré le ralentissement constaté en 1973. Les produits textiles et biens de consommation divers ont aussi crû suivant un taux supérieur à la moyenne pour subir un fléchissement notable en fin de période.

En définitive la composition des exportations ne s'est pas améliorée de façon sensible malgré la progression rapide des produits finis. Le développement des exportations de biens d'équipement, tout en étant assez élevé, est resté moins accentué que celui des biens de consommation. Les ventes de biens d'équipement ont d'abord été limitées par le manque de capacités de production disponibles face à une demande en expansion tant sur le marché intérieur qu'à l'étranger. Par ailleurs la demande étrangère a principalement porté sur les biens de consommation

tandis que les conditions d'investissement se sont dégradées dans les principaux pays industrialisés. En fin de période le nouveau dynamisme du secteur des demi-produits et le raffermissement des ventes de biens d'équipement contraste avec le ralentissement des exportations de biens de consommation. Ce renversement de tendance déjà observé du côté des importations réduit légèrement les écarts entre la progression des biens d'équipement et celle des biens de consommation.

C) Une meilleure adaptation à la demande mondiale malgré un déséquilibre dans les échanges de biens d'équipement mécaniques et électriques.

L'évolution par branches des soldes de la balance commerciale traduit une meilleure adaptation à la demande mondiale.

Mais les échanges de machines mécaniques et de matériels électriques restent déficitaires.

Les déficits structurels par grands groupes de produits concernent des branches dont les parts relatives ont plutôt tendance à diminuer dans les importations totales. Cette évolution favorable s'accompagne d'un relèvement des taux de couverture des branches déficitaires sauf pour la sidérurgie et la métallurgie dont les exportations diminuent plus fortement que les importations dès 1971.

Par ailleurs la situation reste préoccupante pour les échanges de biens d'équipement professionnel. Dans la branche des équipements mécaniques des excédents sont obtenus grâce aux ventes de matériels et de machines non spécialisés et surtout grâce aux exportations d'équipement lourd pour les mines, les industries sidérurgiques et le secteur du génie civil. Mais ils ne permettent pas de compenser le déficit apparaissant pour les machines spécialisées, notamment les machines-outils malgré une amélioration constante du taux de couverture.

Le déséquilibre entre les achats et les ventes est moins prononcé pour les matériels et les équipements électriques. Cependant les échanges sont particulièrement déficitaires pour ce qui concerne les instruments et matériels de précision et de contrôle,

les machines et appareils électroniques professionnels. De plus le solde négatif est alourdi par les échanges de biens d'équipement électro-ménager dont le taux de couverture se dégrade.

Les excédents sont obtenus dans des branches en expansion qui voient croître leurs parts relatives dans les exportations, mais ils portent sur un nombre de branches limité. Les voitures particulières dont les ventes procurent plus du tiers des excédents cumulés sauf en 1973 où le taux de couverture chute de 25 points, et le matériel de transport qui maintient des soldes positifs élevés sur toute la période, représentent les deux principales branches excédentaires. La chimie connaît des excédents stables malgré la progression des importations. Le secteur agro-alimentaire réalise les progrès les plus importants dès 1971. La production agricole s'est redressée, les produits alimentaires^{simples} connaissent pour la première fois un solde excédentaire, enfin les gains élevés obtenus grâce à l'exportation de produits alimentaires élaborés s'accroissent.

Par contre les exportations de textile augmentent moins vite que les importations et le solde traditionnellement positif de cette branche se dégrade progressivement à partir de 1971. Dans le domaine des biens de consommation divers, l'équilibre est réalisé sur toute la période avec une amélioration sensible du taux de couverture des achats par les ventes en 1973.

2. 1974-1975 Doublement de la part des produits énergétiques importés et croissance de la part des biens d'équipement exportés.

La hausse des produits pétroliers à la suite du quasi-quadruplement du prix du brut n'a commencé à peser sur les importations énergétiques que vers la fin de l'année 1973. Ses répercussions se sont poursuivies tout au long de l'année 1974. La récession se déclare dès le milieu de l'année 1974 par une baisse des importations qui touche tous les secteurs, la contraction des exportations face à la crise économique mondiale est reportée quant à elle vers la fin de l'année.

La reprise du développement des échanges s'amorce lentement au dernier trimestre 1975, si bien que le commerce extérieur enregistre à plein les effets cumulés de la crise pétrolière et de la récession mondiale au cours de l'année 1975.

2.1. Le déficit énergétique et la contraction des échanges plus prononcée à l'importation qu'à l'exportation au cours de la récession.

Les échanges sont marqués en 1974 par une forte dégradation de la balance commerciale qui après quatre années d'excédents consécutifs enregistre un déficit réel de 17 milliards de F. (1).

Le déficit énergétique a triplé par rapport à 1973 en passant de -17 à - 51,5 milliards de F. sous l'effet essentiellement de l'augmentation massive de la valeur des importations de pétrole brut qui atteignent un montant de 48 au lieu de 16 milliards de F. en 1973 malgré une diminution du volume des achats de - 4%. Mais l'amélioration des excédents obtenus dans les échanges hors énergie permet de compenser en partie l'aggravation du déficit énergétique. Ils s'élèvent à 17,1 contre 10,5 milliards de F. en 1973 d'abord grâce à une baisse des importations dès le milieu de l'année 1974 dans toutes les branches,^{et} en outre du fait de la poursuite d'un développement rapide des exportations en dépit du renforcement de la concurrence sur les marchés étrangers.

En 1975, le commerce extérieur est caractérisé par une forte contraction des échanges. Les importations globales diminuent de - 9,2 % en valeur, tandis que les exportations n'enregistrent qu'une faible augmentation^{de} 1,4 %. Ces résultats contrastent avec ceux de l'année précédente où les achats et les ventes ont augmenté en valeur respectivement de 53,3 % et 37,9 % (2).

(1) "déficit réel" calculé en terme F.O.B./F.O.B., tandis que le "déficit apparent" C.A.F./F.O.B. s'élève à 34,4 milliards de F.

(2) Cette augmentation en valeur traduit d'abord la forte hausse des prix sur le marché mondial.

Tableau 3Résultats globaux du commerce extérieur en 1974 et 1975 :

	<u>1974</u>	<u>1975</u>
(en millions de F.)		
Importations C.A.F.	254.651	231.269
Exportations F.O.B.	220.213	223.362
<u>Taux de couverture (en %)</u>		
Tx CAF/FOB	86,5	96,6
Tx FOB/FOB	93,0	103,1

Tableau 4Taux de croissance en valeur :

	<u>74/73</u>	<u>75/74</u>
En %		
Importations C.A.F.	+ 53,3	- 9,2
Exportations F.O.B.	+ 37,9	+ 1,4

Avec la récession profonde de 1975 la balance commerciale se trouve à nouveau équilibrée du fait de la réduction du déficit énergétique et de l'accroissement des excédents dans les échanges hors énergie obtenus principalement par la régression des importations.

Tableau 7Evolution du déficit énergétique de 1973 à 1975.

(en milliards de F.)

	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>75/74</u>
Importations	20,2	57,3	51,3	- 10,5%
Exportations	3,3	5,8	6,0	+ 3,2%
Solde	- 16,9	- 51,5	- 45,3	
Importation de pétrole brut	15,8	48,0	40,5	- 15,6%

La réduction des dépenses énergétiques de 1975 par rapport à 1974 s'élève à - 6 milliards de F. mais elles restent 2,5 fois supérieures à celles de 1973 malgré une baisse des quantités de pétrole brut importées de - 18%.

Tableau 8

Evolution de l'excédent dans les échanges hors énergie de 1973 à 1975

(en milliards de F.)	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>75/74</u>
Importations	145,9	197,4	180,0	- 8,8 %
Exportations	156,4	214,5	217,4	+ 1,4 %
Solde	+ 10,5	+ 17,1	+ 37,4	
<u>Taux de couverture</u>	107,2 %	108,7 %	120,8 %	

L'excédent de la balance hors énergie s'est accru de plus de 20 milliards de F. en 1975. Jusqu'à la mi-année le ralentissement de l'activité économique intérieure et la très forte dépréciation du dollar aboutissent à réduire les achats et à en abaisser leur coûts en francs. Les exportations quant à elles résistent assez bien à la récession économique internationale grâce à la croissance de la demande de certains pays clients : pays pétroliers, autres pays en voie de développement et pays de l'Est.

Cependant dans la seconde moitié de l'année, ces résultats obtenus dans les conditions tout à fait particulières de la récession, sont remis en cause : les importations reprennent et les exportations manifestent une tendance à la baisse. La remontée du dollar et le réajustement du prix du pétrole à la hausse décidé par les pays de l'O.P.E.P. provoquent un renchérissement des importations. Dans le même temps la demande des principaux partenaires commerciaux, fort réduite jusque là, ne contribue pas au redémarrage des exportations.

La situation du commerce extérieur est d'autant plus fragile que l'équilibre des échanges s'est établi principalement grâce à une amélioration des termes de l'échange. En volume (1) la diminution des importations est certes plus prononcée que

(1) à prix constants base 1970

celle des exportations, mais on constate une réduction de - 7% seulement des achats ^{en volume} par rapport à 1974 (au lieu de - 9,2 % en valeur) et de - 4% des ventes (au lieu d'une augmentation de + 1,4 % en valeur). Les exportateurs vendent moins mais plus cher, tandis que les prix à l'importation ont tendance à augmenter moins vite. Ce mécanisme va jouer un rôle important dans le réajustement des échanges dans la période de croissance modérée de 1976 à 1979.

Si les éléments de conjoncture expliquent les variations de grande ampleur dans le commerce extérieur en 1974 et 1975, la hausse des produits pétroliers et la crise économique mondiale opèrent une rupture durable dans la structure des échanges par branches.

2.2. Une modification opposée de la structure par branches des importations et des exportations.

La composition des échanges extérieurs par grandes catégories de produits s'est profondément modifiée au cours des deux années 1974-1975 par rapport à 1973 aussi bien du côté des importations que du côté des exportations (1). Les transformations observées sont d'autant plus remarquables que la variation des parts relatives s'effectue de façon opposée pour ce qui concerne les biens manufacturés suivant que l'on s'intéresse à la structure des importations ou à la structure des exportations. Notamment les places respectives des biens d'équipement et des biens de consommation varient en sens inverse dans l'un et l'autre cas.

A) A l'importation : doublement de la part des produits énergétiques et baisse plus accentuée de la part des biens d'équipement que celle des biens de consommation.

La transformation de la structure des importations par branches provient d'abord de la forte progression des importations de produits énergétiques qui a presque doublé en part relative en passant de 12,4 % en 1973 à 22,5 % en 1975.

(1) Cf Annexe II, tableau 1 : "Structure par branches du commerce extérieur de 1970 à 1979" p.26 et graphique 1 : "Mutation sectorielle et géographique du commerce extérieur de 1970 à 1979", p.28

Les produits bruts diminuent en part relative surtout en 1975. La croissance des achats est d'autant plus accentuée en 1974 que les prix de certain matières premières connaissent de fortes hausses, mais en 1975 la chute des cours mondiaux et la baisse de l'activité économique intérieure fait régresser les approvisionnements de 27,7 % (1).

Parmi les produits intermédiaires seuls les produits de la sidérurgie et de la métallurgie voient leur part relative diminuer. Après avoir connu un taux de croissance élevé en 1974, la régression des achats est extrêmement forte. Par contre la part des achats de demi-produits chimiques a plutôt tendance à s'élever traduisant la progression de cette branche malgré le ralentissement de 1975.

Ce sont les achats de biens d'équipement industriels qui connaissent la diminution la plus importante en part relative. Suivant la tendance amorcée en 1973 leur taux de croissance atteint 33,6 % en 1974 et la récession provoque une baisse de - 7,3 % en 1975. Le recul intervenant dès 1974 est plus prononcé pour les machines mécaniques, tandis qu'il se poursuit de façon progressive sur les deux années dans le domaine des matériels et machines électriques.

Les biens de consommation quant à eux connaissent une évolution différente qu'il s'agisse de biens d'équipement des ménages ou de produits de consommation courante. Ils ont progressé de façon moins soutenue que les biens d'équipement industriels en 1974 avec un taux de croissance de 24,3 % en moyenne, mais par contre ils résistent mieux à la récession puisqu'ils continuent d'augmenter légèrement en 1975 de 13 %. Les biens d'équipement électro-ménager sont restés particulièrement stables sur toute la période en conservant en 1975 une part dans le total des importations de 2,1 % aussi élevée que celle de 1973. Les automobiles ont connu une croissance très modérée en 1974 mais qui s'est prolongée en 1975 avec le même taux

(1) Indice INSEE des prix internationaux de matières premières importées par la France (base 100 : 1968) :
 1973 : 177,0 1974 : 216,0 1975 : 181,3

de + 9,9 %, si bien qu'après avoir été presque divisé par deux la part des achats de voitures particulières retrouve un niveau en 1975 faiblement inférieur à celui de 1973. Enfin les parts respectives des importations de produits textiles et de biens de consommation divers enregistrent certes un net recul de façon consécutive les deux années mais dans une proportion qui reste limitée.

B) Fort accroissement de la part des ventes de biens d'équipement et amorce d'un changement durable dans la dynamique des exportations.

La détérioration du solde des échanges agro-alimentaires en 1975, après une année exceptionnellement favorable, est due pour l'essentiel aux mauvais résultats des exportations agricoles à la suite de difficultés climatiques compromettant la production agricole notamment céréalière.

La croissance rapide de la part relative des produits intermédiaires et l'excédent qui a fortement contribué au redressement de la balance commerciale en 1975 ne doit pas masquer que les résultats obtenus sont fragiles. Faisant suite à une hausse importante en 1974 la baisse notamment des prix des demi-produits en 1975 imprime fortement à l'évolution de ce secteur une marque conjoncturelle (1). Il faut souligner que les excédents sont acquis grâce à une baisse des importations en valeur de - 15,3 % en 1975, mais dans le même temps les exportations ont diminué également de - 7,4 %.

La dynamique amorcée en 1973 quant à l'augmentation du rythme des exportations de biens d'équipement industriel par rapport à celui des biens de consommation se confirme en 1974 et en 1975. Ce sont les seuls secteurs qui enregistrent une croissance en valeur positive à l'exportation en 1975 avec une progression de + 29,4 % pour les biens d'équipement et 9,5 % pour les biens de consommation.

En conséquence, la part des biens d'équipement dans le total des exportations s'accroît fortement en 1975 après avoir baissé régulièrement depuis 1972. L'apparition d'un excédent

(1) en particulier dans la sidérurgie et la métallurgie.

élevé est un élément tout à fait nouveau pour les branches de machines mécaniques et électriques traditionnellement déficitaires. Il faut cependant relativiser ces résultats en soulignant que les échanges de machine-outils restent déficitaires ainsi que ceux portant sur les instruments de précision et de contrôle, les appareils électroniques professionnels. Les moyens de transports, notamment terrestres, connaissent quant à eux une progression toujours soutenue.

Dans le domaine des biens d'équipement des particuliers la position de l'électro-ménager est toujours très négative, malgré un léger accroissement en part relative. La branche automobile a tendance par contre à baisser dans le total des exportations, mais conserve un taux de couverture toujours très élevé pour rester le principal poste excédentaire.

Le recul des postes de biens de consommation courante à l'exportation traduit un changement particulièrement important dans la structure du commerce extérieur. En premier lieu la part des produits textiles exportés est pratiquement divisée par 2 en 1975. Cette branche constituant un créneau d'exportation privilégié devient à cette date déficitaire. En second lieu la diminution régulière sur deux années de la part des biens de consommation divers s'accompagne d'une dégradation du solde commercial qui passe dès 1974 d'une position excédentaire à une position déficitaire.

3. 1976-1979 Recomposition lente des échanges par branches.

Le commerce extérieur est durablement affecté par l'augmentation des prix des produits pétroliers et le ralentissement général de la croissance des pays développés. Cette situation de crise prolongée se manifeste par des périodes d'expansion des échanges rapidement interrompues par des périodes de décélération. Dans ce contexte perturbé le déficit de la balance commerciale se résorbe difficilement. La concurrence de plus en plus vive sur le marché mondial impose une recomposition des échanges par branches et la recherche de nouvelles conditions d'équilibre.